

Le "chef d'orchestre" invisible

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV° Internationale)

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2°). GUT. 80-60. C.C.P. PARIS 5479-17. IMPRIME EN FRANCE.

PAS DE PAIN... PAS DE TRAVAIL !

Dans les restaurants chics, dans leurs villas, leurs châteaux ou leurs riches appartements, les bourgeois ne manquent de rien. Ils ont du pain blanc, de la viande, du beurre, du vin à profusion.

La misère ouvrière offre de plus en plus un poignant contraste avec la vie heu-

reuse des valseurs de millions. Le pouvoir d'achat des masses s'amoindrit sans cesse, les restrictions alimentaires vouent la plupart des travailleurs et leurs familles à la déficience physique, à la maladie.

Où sont donc les avantages retirés par les travailleurs de l'accroissement de la production ?

Après bientôt trois ans d'une expérience désastreuse, le relèvement national capitaliste est complété par la disette de pain, par de nouvelles restrictions très graves.

Dans toute la France, les ouvriers ont réagi. Pas de pain ? Pas de travail ! C'était la seule voie juste.

Il est impossible d'énumérer ici les milliers d'exemples de la lutte spontanée de la classe ouvrière.

Après les travailleurs de l'éclairage, les cheminots entrent en lutte. Les uns et les autres détiennent un formidable pouvoir entre leurs mains. S'ils arrêtent le travail, il n'y a plus de relèvement national, il n'y a plus de nation, plus de capitalisme qui tiennent. On ne peut pratiquement rien contre eux.

Cette arme, toute puissante, ils la manient pour obtenir de modestes améliorations à leur sort, pour conquérir le droit de vivre décentement.

Et plus spécialement, en ce moment, pour DU PAIN, c'est-à-dire le strict minimum.

La cause de chaque corporation, de chaque entreprise en grève est celle de toute la population laborieuse.

Pour que l'action ne soit pas étouffée dans la grève perlée, dans le cloisonnement des usines : REELECTION DES RESPONSABLES SYNDICAUX ; la C.G.T. doit être balayée des briseurs de grève et retrouver son rôle d'organisation de combat des travailleurs. ELECTION DEMOCRATIQUE DES DELEGUES PRÊTS à mener la lutte jusqu'au bout.

C'est pourquoi les revendications doivent être simples, c'est pourquoi la lutte doit être généralisée, c'est pourquoi il ne faut pas céder mais aller jusqu'au bout : 10 FRANCS DE L'HEURE D'AUGMENTATION sur le salaire de base. PREPARATION DE LA GREVE GENERALE !

BRAVO ABD EL KRIM !



Abd El-Krim, en 1926, conduisit la lutte héroïque du peuple marocain contre les impérialistes français et espagnols. Abd El-Krim, depuis plus de 20 ans, était détenu dans ses onze enfants dans l'île insalubre de La Réunion et on le transportait en « résidence surveillée » dans le midi de la France.

Abd El-Krim vient de fausser compagnie à ses geôliers. Aussitôt toute la presse à la solde de la bourgeoisie crie à la fourberie, à la trahison. Pensez donc !... Abd El-Krim avait demandé lui-même à être transféré en France; on lui avait accordé cette « faveur », et voilà qu'en cours de route, il s'évade en Egypte, sans égards pour la « démocratie » bienfaitrice qui lui avait « pardonné » d'avoir combattu pour l'indépendance de son pays ! Du Monde à l'Humanité, ils en sont verts de rage ! Mais nous, communistes internationalistes, nous crions : « Bravo, Abd El-Krim ! »

(Suite page 3.)

Locataires, attention ! On prépare l'augmentation des loyers

On peut voir dans la grande presse des placards de ce genre : Les Français dépensent moins pour se loger que les Anglais.

Une menace précise se dessine derrière cette campagne inspirée par les propriétaires, celle d'un relèvement massif des loyers. La semaine prochaine, La Vérité commencera la publication d'une série d'articles de Charleval sur cette question.

« Charleval » est, à l'heure actuelle, en France, l'un des meilleurs, sans doute LE MEILLEUR SPECIALISTE OUVRIER des problèmes des loyers, de la Sécurité sociale et des questions d'intérêt immédiat du même ordre. Sa longue expérience lui a démontré que l'« Humanité » et le P.C.F. ne font plus rien pour défendre locataires, assurés sociaux, travailleurs et petites gens contre la voracité des propriétaires, des patrons et de leur Etat. Aussi est-ce à la « Vérité » qu'il collabore aujourd'hui. C'est un honneur pour la « Vérité » de pouvoir annoncer les articles de « Charleval ». Nous lui passons la parole.

« LA VERITE ».

« Bien sûr, nos camarades et lecteurs comprendront qu'en raison de la réduction momentanée du format de leur journal — imposée par des circonstances aussi imprévisibles qu'un accident causé par autrui — cette édition ne pourra être que fractionnée. Mais il serait

erroné de considérer cette parution par petites coupures comme le reflet d'une appréciation d'intérêt jugé seulement secondaire. Nous pensons le contraire, car c'est aussi la sécurité des loyers qui est gravement menacée.

La question des loyers est une de celles qui sont toujours actuelles et intéressent l'universalité des locataires. Aussi, dans un but de propagande d'abord, d'intérêt général ensuite, conseillons-nous à ceux de nos camarades qui n'ont pas besoin de conserver leur journal de la faire circuler.

A ceux qui ont, ou pensent avoir l'occasion de parler en public de ces choses, nous faisons remarquer qu'un jour ou l'autre, ils peuvent être amenés à regretter de ne pas avoir conservé cette sorte d'aide-mémoire, surtout sur un sujet qui se permet jamais d'improviser. S'ils veulent suivre à la fois les leux conseils : conserver et faire circuler, ils pourront réaliser ce petit tour de force en achetant deux numéros de « La Vérité ».

CHARLEVAL.

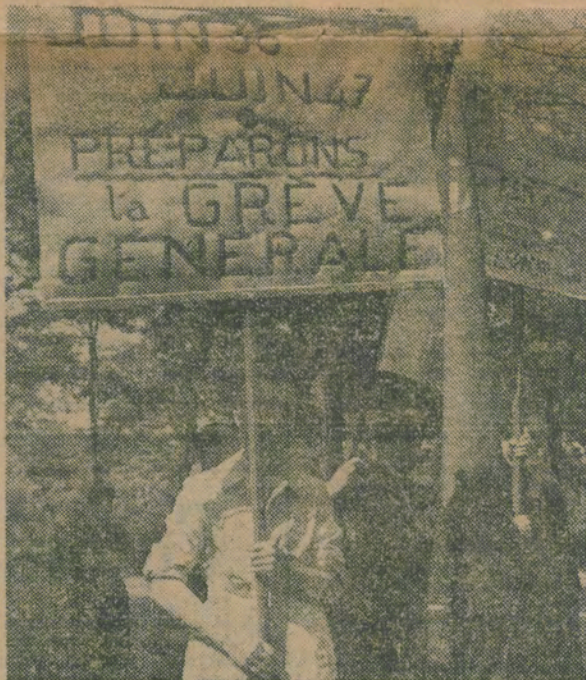
3.000 travailleurs avec le P. C. I. devant le Mur des Fédérés

Encore plus nombreux que l'an passé, les travailleurs s'étaient joints dimanche à la délégation de notre parti pour saluer, au Mur des Fédérés, la mémoire des communards assassinés par la bourgeoisie française.

Les socialistes, auxquels nous avions pourtant proposé l'organisation en commun du cortège, s'étaient dérobés, en nous laissant l'honneur de manifester... en queue du cortège.

La tête du cortège était réservée à Depreux, Daniel Mayer et Ramadier qui arrivèrent dans des voitures de luxe, conduits par « leurs » chauffeurs. Mais cela ne les empêcha pas d'être sifflés et accueillis aux cris de « démission ! ».

En page 4 : Notre reportage photographique et la suite de l'article.



Philip-le-dirigiste est la tête de Turc des journaux réactionnaires. Il s'entête dans les nationalisations, l'économie dirigée et le reste. Telle est la façade.

Mais quand le très distingué Gingembre, organisateur de manifestations réactionnaires de commerçants, sortait de son entrevue avec Letourneau, Lacoste et Philip, il déclarait

« M. Philip a été le plus compréhensif des trois. »

Recrutement Dans le numéro de juin de France-U.R.S.S. on peut lire :

« Pour entrer au Parti communiste (en U.R.S.S.), la demande d'adhésion est soumise à un contrôle sévère du point de vue des qualités humaines les plus élevées. »

Ceci nous rappelle une certaine époque où, en France, n'était adhérent au P.C. que celui qui avait fait un stage de militant révolutionnaire.

Tandis qu'aujourd'hui les portes du P.C.F. sont largement ouvertes, non plus au bénéfice de la qualité, mais de la quantité.

Cherchez la récompense Les incidents qui ont mis aux prises le préfet de la Nièvre et dix mille manifestants affanés ont eu leur

ter des troubles graves, etc. »

Heureux travailleurs de la Nièvre ! Quand vous aurez faim, vous vous consolerez en regardant la boutique de votre préfet !

La « rousse » et Roussy... Ça sent vraiment le roussi dans cette affaire de millions changés, disparus, retrouvés... Surtout lorsqu'on soulève le couvercle de ce monde de dangereuses combinaisons clandestines, que forment les Services de Renseignements et les postes secrètes.

Ce Soir, le quotidien stalinien, avait souligné un coin du voile sur les scandales du B.C.R.A., de la D.G.E.R., du colonel Passy, de la cité gaulliste d'aventuriers et de chefs de réseaux. En réponse, la D.G.E.R. a fait éclater, dit-on, l'affaire Roussy, connue depuis longtemps par les milieux gouvernementaux, pour em... les stalinien.

La crise du pain

La crise du pain s'aggrave de jour en jour. Que fait-on pour la résoudre ? Des discours, des déclarations contradictoires et, finalement, on décide de réduire encore la ration.

Ramadier y a ajouté une mauvaise action contre les travailleurs, en essayant de mettre sur le dos des ouvriers boulangers la responsabilité du gouvernement, de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération.

Que les travailleurs et leurs familles ne soient pas dupes de cette manœuvre ! Les 150 grammes auxquels on a réduit la ration à Paris pendant plusieurs jours n'ont rien à voir avec la grève des boulangers. Cette grève elle-même pouvait être terminée en quelques heures — par la victoire ouvrière.

Il n'y aurait pas de crise du pain si l'on avait envoyé les bateaux prendre du blé dans les pays exportateurs au lieu de les charger d'armes et de troupes pour l'Indochine.

Il n'y aurait pas de crise du pain si l'on avait employé un tiers du budget — 100 millions par jour — au ravitaillement et non à la guerre coloniale.

Il n'y aurait pas de crise du pain si l'on avait payé le blé aux paysans à un prix normal et si on leur avait procuré les engrais, les machines, les produits de toutes sortes dont ils manquent.

Il n'y aurait pas de crise du pain, pas de crise de la viande, pas de crise du vin, si l'on avait un ravitaillement suffisant pour les masses populaires si l'on avait traqué les trafiquants, (Suite page 4.)

André Philip, actuellement ministre de l'Economie, oserait dire, il y a moins d'un an, qu'il faudrait un gouvernement impopulaire. En fait d'impopularité, il est difficile de faire mieux. Ce gouvernement ne se maintient que parce que les politiciens bourgeois veulent laisser aux « socialistes » de la S.F.I.O. la responsabilité de réprimer les grèves, les manifestations, l'agitation et de maintenir la politique de sacrifices pour l'ensemble des masses populaires ; tandis que, de l'autre côté, les stalinien emploient leur crédit auprès des travailleurs à entretenir l'illusion que, sans programme et sans moyens de lutte révolutionnaires, ils peuvent obtenir quelque amélioration à leur sort.

S.F.I.O. et P.C.F. sont, aujourd'hui, les sauveurs du capitalisme français.

Les toutes qu'ils se livrent ne peuvent masquer la réalité. Les deux grands « partis ouvriers » (partis dupant les ouvriers) déploient une ingéniosité et un cynisme sans bornes, l'un à maintenir debout le capitalisme, l'autre à empêcher les travailleurs d'abattre le capitalisme.

Le 3 juin, Ramadier, sûr de lui lorsqu'il est au parlement, feignait de chercher parmi les députés stalinien le « chef d'orchestre invisible » qui dirige les grèves. Ramette lui cria : « Le chef d'orchestre, c'est la misère ouvrière », et Fajon lui dit : « C'est le capitalisme. » Ainsi se répondent l'effolement de Ramadier et la lâcheté des dirigeants du P.C.F. Personne ne prend la responsabilité des mouvements revendicatifs. Et cela est vrai, il n'y a pas, à la tête des grandes organisations « ouvrières », de chefs ouvriers, de dirigeants ouvriers véritables, mais diverses sortes de « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », comme disait Lénine.

L'orchestre des revendications ouvrières, Monsieur Ramadier, a besoin de milliers de responsables, comme il en surfit tous les jours dans le feu de la lutte de classes. Le P.C.I. les appelle à rejoindre tous son drapeau, à s'unir pour vous renverser, vous, et vos maîtres bourgeois.

3 MOIS DE CAMPAGNE pour "La Vérité"

« LA VERITE » n'est pas sortie la semaine dernière. Lorsqu'on ne peut faire taire la voix révolutionnaire par des interdictions de meetings, des inculpations de dirigeants, des arrestations de camarades, on cherche à l'affaiblir en accumulant les obstacles financiers.

La situation faite à notre journal est aujourd'hui un problème grave à résoudre. Le Comité central du P.C.I., qui s'est tenu les 25 et 26 mai, a décidé de mobiliser tout le parti, ses militants, ses sympathisants, ses amis, pour une CAMPAGNE DE TROIS MOIS qui doit nous permettre de surmonter nos difficultés matérielles.

(Suite page 2.)



En réalité Roussy, sympathisant proche du P.C.F., aurait changé les fonds de l'armée républicaine espagnole.

Certes, principal actionnaire de « Nestlé », Roussy n'est pas pauvre... Mais son scandale ne serait pas le simple scandale gangstérien d'un quelconque trafiquant — il s'agirait d'une affaire politique dans laquelle la bourgeoisie cherche à porter un coup au P.C.F.

Comme quoi la participation au gouvernement, l'éloge en son temps du « bras général » fondateur de la D.G.E.R., n'a jamais mis personne à l'abri des attaques de la réaction.

Aujourd'hui, employé dans des machinations ténébreuses, lié par mille complaisances au mécanisme secret du régime bourgeois, le P.C.F. ne sait pas comment s'en sortir. Comme dit la chanson : « Fallait pas qu'il y aille... »

(Suite page 2.)

Nos 10 fr.

L'offensive du monde du travail, loin de cesser avec la fin de la grève Renault, se poursuit à travers toute la France. Il faut d'abord remarquer que les revendications, aussi bien que la forme des luttes, ont changé sous l'impulsion des « dirigeants » du Parti communiste français et de la C.G.T.

Au lieu de l'augmentation sur le salaire de base, les « dirigeants » réclament des primes à la production. Au lieu de la grève avec occupation on voit les grèves symboliques et la grève perlée.

Ces modifications n'ont rien d'automatique. Elles relèvent d'une logique qui n'est pas celle des ouvriers, qui n'est pas celle de la lutte de classes. Ces modifications sont imposées par les « dirigeants » du P.C.F. et de la C.G.T.

La grève perlée, arme dangereuse pour qui s'en sert

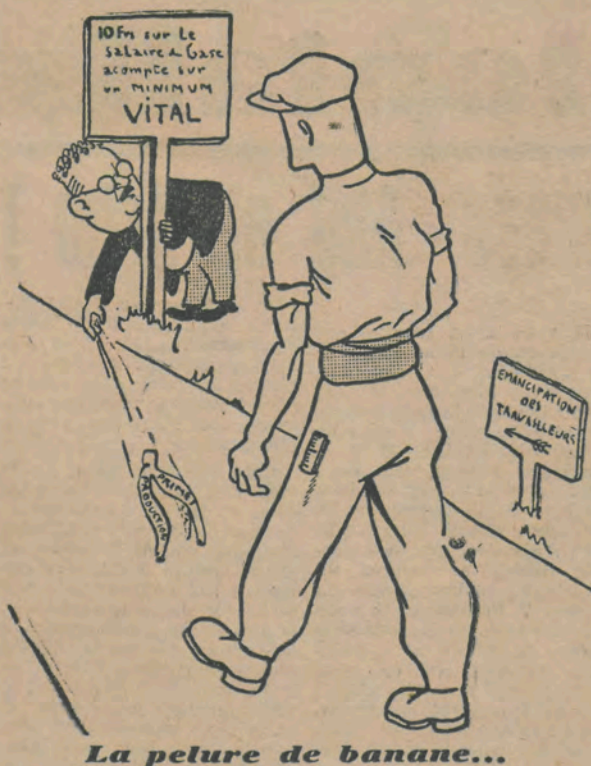
Nous maintenons, quant à nous, la revendication susceptible d'apporter un soulagement à la misère ouvrière et d'unir tous les travailleurs dans la lutte : 10 FRANCS D'AUGMENTATION SUR LE TAUX DE BASE, ACOMPTÉ SUR UN VÉRITABLE MINIMUM VITAL, QUI RESTE À CONQUÉRIR.

Si cette revendication avait été répandue, à travers tout le pays, par les responsables syndicaux, nous aurions déjà obtenu une victoire totale sur les patrons et le gouvernement.

Mais c'est contre la pratique de la grève perlée que nous voulons surtout mettre en garde nos camarades ouvriers.

Dans la grève perlée, les professionnels continuent à gagner un salaire qui leur permet de mener très longtemps une lutte qui coûte cher au patron. Mais les manœuvres et même les ouvriers spécialisés ne peuvent tenir le coup avec leur salaire de base. On oppose les uns aux autres les travailleurs des diverses catégories. C'est ainsi que se brise la combativité ouvrière et c'est ce que souhaitent les mauvais bergers stalinien.

La grève perlée, même sur une grande échelle, peut tout juste faire céder 2 ou 3 francs de l'heure aux patrons et, au lieu de renforcer le front de combat prolétarien, elle le divise. A cette tentative d'utilisation politique malhonnête, d'épuisement de la volonté ouvrière, nous opposons la préparation de la grève générale par l'élargissement de la lutte gréviste ouverte. L'expérience de la grève perlée doit être la dernière expérience des ouvriers des grandes entreprises, à travers laquelle ils se convainquent déjà de la nécessité d'un nouveau juin 1936.



La pelure de banane...

Le pain

(Suite de la première page)

supprimé les intermédiaires, expropriés les gros minotiers et les trusts de l'alimentation, organisé les échanges directs entre les détaillants des villes et les producteurs.

Mais le gouvernement protège les intermédiaires et les trafiquants, s'attaque aux ouvriers et défend les gros minotiers, tracasse les paysans et fait suer toute la nation pour payer la guerre d'Indochine et pour conserver aux capitalistes leurs bénéfices opulents. Il frappe, par exemple, un boucher de la rue Gambroune, à Paris, qui se ravitaillait directement à la campagne et offrait de la viande au-dessous de la taxe ! Ce n'est pas un gouvernement d'incapables, c'est un gouvernement d'affameurs !

Ce que le gouvernement ne peut pas faire, parce qu'il est le gérant des intérêts capitalistes,

vous MENAGERES, vous TRAVAILLEURS des villes, vous PAYSANS TRAVAILLEURS, vous pouvez le faire avec l'appui des DÉTAILLANTS honnêtes dont les réactionnaires tentent d'utiliser le mécontentement.

L'action engagée pour les salaires peut et doit se prolonger par :

- la constitution de comités de ravitaillement composés de ménagères, de délégués des syndicats ouvriers et de petits commerçants ;
- le ravitaillement direct chez les producteurs organisé par ces comités (ce qui fut possible en 1944, est facile aujourd'hui) ;
- le contrôle populaire sur les stocks et la répartition ;
- l'expropriation et la mise sous gestion ouvrière des minoteries ;
- des actions de masses obligeant les pouvoirs publics à utiliser les crédits de guerre pour procurer du pain à tous en suffisance.

Chez Gondolo

Le délégué Schmitt nous répond, dans « L'Alimentation Ouvrière », qu'il n'a fait qu'appliquer le mot d'ordre « produire ». Bien sûr. Mais, grâce à sa dénonciation au Contrôle économique, les ouvriers perdirent deux journées. Leur désarroi fut tel que la C.F.T.C. faillit en tirer les bénéfices.

Les mitrons trahis

Las d'attendre les résultats des interminables palabres autour du tapis vert, les ouvriers boulangers sont passés à l'action.

Dimanche 1^{er} juin, première Assemblée générale. Le dirigeant stalinien Héricave, appuyé par Lunet, de l'U.D. de la Seine, s'efforce de retenir les gars. La température s'élève chez les boulangers, et, bientôt, les 99 % de l'Assemblée obligent les dirigeants syndicaux à déclencher une grève d'avertissement de 48 heures, alors que les ouvriers voulaient une grève générale jusqu'à satisfaction complète des revendications.

Après le vote de dimanche, les dirigeants syndicaux laissent partir les grévistes sans leur donner aucune directive. Spontanément, dans la nuit, à partir de 3 heures du matin, des piquets de grève se forment qui vont déloger, dans les fournils, les timorés qui continuent le travail.

Le lundi, nouvelle Assemblée générale ; même assistance, aussi nombreuse que la veille, et même tactique de Héricave et Cie : laisser la combativité des ouvriers. 80 % des ouvriers boulangers sont en grève, la population laborieuse, les travailleurs dans les usines soutiennent les grévistes. Mais les patrons boulangers travaillent. Qu'aurait-il fallu faire ? Les camarades ont été pris au dépourvu. Il aurait fallu rassembler les 5.000 grévistes présents à l'Assemblée générale, les di-

Les grèves gagnent toute la France

Le mouvement revendicatif continue en province et dans la région parisienne. Mais alors que dans les petites entreprises les débrayages sont très nombreux, dans les grandes usines la C.G.T. détourne la combativité ouvrière vers la grève perlée qui touche actuellement un nombre considérable d'ouvriers, surtout les métallurgistes.

Les mots d'ordre sont très variés, diffèrent souvent complètement même à l'intérieur d'une même corporation.

De nombreux débrayages partiels se sont produits et continuent d'éclater dans le textile et la métallurgie.

- 4.500 ouvriers des ateliers et dépôts de la S.N.C.F. à Villeneuve-Saint-Georges ont cessé le travail lundi à 15 h. 30. Leur mot d'ordre est : « Du pain et des salaires. »
- Deux mille ouvriers des grandes sociétés de pétrole de la Région parisienne se sont mis en grève lundi matin. Ils réclament une prime horaire de 10 francs.
- Les ouvriers de la Société d'Assainissement de Paris en grève depuis lundi réclament une prime horaire de 10 fr.
- Mardi, les ouvriers de chez Simca ont débrayé et ont obtenu un rappel de 4 francs de l'heure à compter du 16 mai et une augmentation de 5 fr. à partir du 1^{er} juin.
- Mardi 28, les ouvriers de l'Air Liquide à Boulogne et à Bagnolet ont décidé de poursuivre leur grève, refusant ainsi l'arbitrage gouvernemental qui ne leur accordait qu'une prime provisoire de

rendement de 3 fr. l'heure. Ils demandent maintenant la nationalisation de leur usine.

● A Rueil-Malmaison, 800 ouvriers du Service des Eaux se sont mis en grève jeudi 30.

Ils réclament une augmentation des salaires.

● A la Polymécanique à Pantin, obtention de 1.000 francs d'acompte provisionnel, heure de grève payée à 30 francs.

● Les ouvriers des Etablissements Cédéur à Gennevilliers ont repris le travail après l'obtention d'une prime horaire de 3 à 7 fr. 60.

Dans les textiles

● Le travail a repris dans la plupart des établissements textiles du Nord après l'obtention d'augmentations de salaires. A la Gorgues-Estauris, augmentation de 7 %. Dans les filatures de lin augmentation horaire de 3 à 4 francs.

● A Reims 1.000 ouvriers des usines de peignage de laine sont en grève depuis le 28 mai.

● A Lyon, 2.000 ouvriers et ouvrières du vêtement se sont mis en grève mercredi 27 mai et revendiquent une augmentation de salaire de 3 %.

● Des grèves ont éclaté dans les usines de soie artificielle de l'Aube.

● Une grève d'un jour a eu lieu aux Etablissements de lainage à Mazamet. Les ouvriers ont obtenu une augmentation de 5 fr. 20 de l'heure. Dans la même ville, au cardage, obtention de primes de 3 à 5 fr. 20 l'heure après une grève d'une semaine.

Métallos en province

● Les ouvriers des Usines Decauville à Corbeil ont repris le travail après l'obtention de 2 à 3 fr. d'augmentation horaire pour les travaux insalubres, de 3 fr. de prime horaire pour les ouvriers et cadres de maîtrise, de 520 fr. par mois de prime d'assiduité pour les employés.

● Les ouvriers des Etablissements Dolle à Vesoul ont repris le travail après l'obtention d'une prime à la production.

● Après une grève d'une semaine, les ouvriers métallurgistes de l'Yonne ont obtenu

une indemnité provisoire de 10 % sur leurs salaires.

● 4.000 ouvriers métallurgistes de l'arsenal de Lorient ont fait une grève de vingt-quatre heures le jeudi 29 mai.

● 1.600 ouvriers métallurgistes sont en grève au Havre depuis le jeudi 29 mai.

Employés et brasseurs dans le Nord

● Les employés de banque de Lille-Roubaix-Tourcoing et Arras sont en grève depuis lundi et mardi.

● La grève de la brasserie à Roubaix qui a duré une quinzaine de jours s'est terminée vendredi 30 mai. Les ouvriers ont obtenu des avantages au titre des congés payés et les employés ont reçu une augmentation avec rétroactivité.

Les transporteurs

● Les ouvriers transporteurs des maisons Pierchon à Lille se sont mis en grève. D'autres entreprises de la ville se sont jointes au mouvement. Dans le Calvados, le personnel des « Courriers normands » a également cessé le travail et réclame des augmentations de salaires. Le préfet de ce département a requisonné tous les cars de cette compagnie.

● Les ouvriers des Tanneries d'Oullins à Lyon ont obtenu, après huit jours de grève, une prime horaire de 5 fr. 1.500 ouvriers des fromageries de Roqufort, en grève depuis le 27 mai revendiquent 45 % d'augmentation des salaires.

Les chantiers maritimes et le bâtiment

en grève à Concarneau

Mercredi 21, à Concarneau, les ouvriers des Chantiers de constructions maritimes se sont mis en grève. Ils réclament une augmentation de 5 fr. sur le salaire de base. Par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail, les patrons ont proposé 3 fr. 50 d'augmentation. Les grévistes ont repoussé cette proposition et maintiennent leur revendication de 5 francs.

Le lendemain, les ouvriers du bâtiment ont débrayé à leur tour pour demander 10 fr. d'augmentation de l'heure.

Le gérant : M. JULLIA

Société Nationale des Entreprises de Presse
100, rue Réaumur

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

« UNISSEONS-NOUS ! sous le drapeau de la Commune »

déclare Yvan Craipeau, au Mur des Fédérés

(Suite de la première page) « leur propre parti, qui sont victorieux, comme tous les travailleurs, de la servilité de ces messieurs du gouvernement envers les patrons. »

Au contraire, notre défilé, parti du métro Belleville, fut plein d'enthousiasme révolutionnaire. En tête venaient une centaine de vietnamiens, derrière leur drapeau rouge étoilé, et portant une énorme banderole : « Indépendance du Viet Nam ». Puis venaient les drapeaux rouges des organisations du P.C.F. et de la J.C.I., puis

une délégation du Comité central conduite par Yvan Craipeau, secrétaire général, et portant une couronne de fleurs rouges. Puis des camarades porteurs de pancartes et scandant nos mots d'ordre : « Nos dix francs et du pain », « Du pain, pas de discours », « Ramadier, démission », « Grève générale », « Evacuez l'Indochine », « Moutet assassin », « Nous vengerons les Communistes ». Enfin, de plus en plus dense jusqu'au Mur, la foule des ouvriers, des ménagères, des jeunes, ralliés derrière ces mots d'ordre.

Les organisateurs socialistes, puis les filés toujours en quête de provocations, prétendirent un moment nous interdire l'accès du Père-Lachaise si nous ne pilions pas nos banderoles. Les responsables de notre service d'ordre refusent énergiquement et nous passons, drapeaux et mots d'ordre en tête, applaudis et salués du poing par des militants socialistes que nous croisons.

Au Mur, il y a environ 3.000 personnes pour écouter le bref discours de Craipeau. Discours révolutionnaire, rappelant les

leçons de la Commune et stigmatisant les chefs soi-disant ouvriers qui ont partie liée avec les Versaillais d'aujourd'hui. Evoquant la manifestation que le M.R.P. s'était permise le matin même devant le Mur, Craipeau dit : « Si Gallifet était vivant, il serait sans doute venu verser, lui aussi, sa larme de crocodile sur ceux qu'il assassina ». Contre l'union avec la bourgeoisie, Craipeau appelle à la fidélité quotidienne aux leçons de la Commune. Et il conclut applaudi par tous les travailleurs à l'exception d'une

poignée de réformistes qui n'aiment pas le langage de la lutte de classes : « Militants socialistes, nous vous appelons à l'unité d'action pour arracher les revendications de la classe ouvrière, soutenir la lutte des peuples coloniaux et vaincre, unis, sous le drapeau rouge de la Commune, le drapeau des prolétaires ».

Ce langage exprime la volonté profonde de la grande masse des travailleurs socialistes. Le cri « Unité d'action », est repris de toutes parts. Et c'est fraternellement mêlés que les militants des deux partis se dispersent, après avoir déjoué une dernière provocation des filés qui prétendaient « cueillir » à la sortie les camarades vietnamiens.



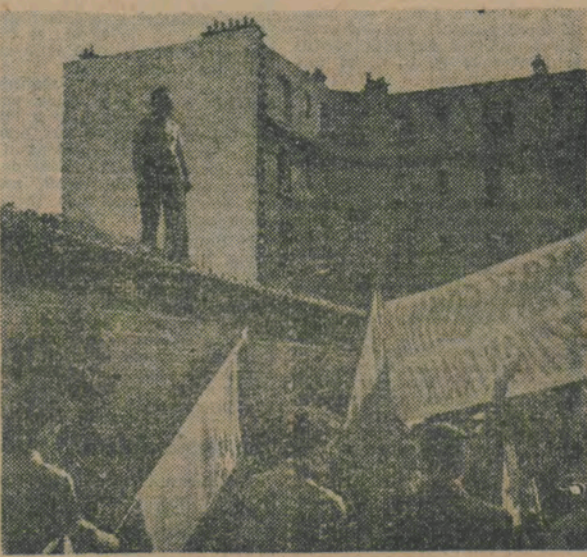
Les communistes internationaux montent vers le mur



Drapeaux rouges en tête, le cortège part



Vive l'indépendance du Viet-Nam !



Craipeau, sur le mur, s'adresse aux manifestants